



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1988/86  
11 mars 1988

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-quatrième session  
Point 12 a) de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES  
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE,  
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME A CHYPRE

Lettre en date du 11 mars 1988, adressée au Président de la  
Commission des droits de l'homme par le représentant  
permanent de la Turquie auprès de l'Office des Nations Unies  
à Genève pour lui communiquer une lettre du Ministre des  
affaires étrangères et de la défense s'exprimant au nom de  
la communauté chypriote turque

J'ai l'honneur de joindre à la présente lettre un message qui vous est adressé par S.E. M. Kenan Atakol, Ministre des affaires étrangères et de la défense, au nom de l'une des deux principales parties au litige de Chypre, c'est-à-dire la communauté chypriote turque.

On se souviendra qu'un débat a été engagé à la Commission des droits de l'homme sur la question de Chypre, malheureusement en l'absence de la communauté chypriote turque, une des deux principales parties au conflit. Dans ces conditions, la communauté chypriote turque n'a pas eu d'autre solution que de soumettre ses vues par écrit afin qu'elles puissent au moins apparaître dans les documents.

GE.88-12176/0876n

Je vous saurais gré de bien vouloir faire publier le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document de la Commission des droits de l'homme au titre du point 12 a) de l'ordre du jour.

(Signé) Ercüment YAVUZALP

Ambassadeur  
Représentant permanent

AnnexeLETTRE ADRESSEE PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET  
DE LA DEFENSE AU NOM DE LA COMMUNAUTE CHYPRIOTE TURQUE

En ce qui concerne les affirmations sans fondement énoncées, en l'absence de notre représentant, par le représentant chypriote grec au cours de la récente réunion de la Commission, j'aimerais appeler votre attention sur ce qui suit.

Nous estimons que l'administration chypriote grecque du sud de Chypre est la moins qualifiée pour parler des droits de l'homme car elle a pratiquement violé tous les droits de l'homme sans exception du peuple turc de Chypre en vue d'unir Chypre à la Grèce (*enosis*). Conformément au plan Akritas tristement célèbre, établi aussi par ses dirigeants, elle a amené le terrorisme à Chypre dès la fin des années 50 et a, en 1963, lancé une attaque générale armée contre le partenaire chypriote turc, cofondateur de la République binationale de Chypre de 1960, tuant, opprimant et persécutant la population chypriote turque au cours de cette opération. Elle s'est emparée par la force de tout l'appareil gouvernemental et a chassé les Chypriotes turcs de tous les organes de l'Etat, violant ainsi les dispositions fondamentales des traités établissant la République binationale de 1960; elle a bafoué les droits élémentaires de l'homme et les libertés fondamentales ainsi que les droits constitutionnels, les droits au regard de la loi et les droits économiques de ses partenaires, cofondateurs, bien avant l'intervention justifiée et fondée en droit de la Turquie en 1974, qui visait à prévenir ce fait accompli, contraire à la Constitution de l'aile chypriote grecque.

Il devrait dès lors être évident que la question de Chypre n'a pas commencé en 1974 et n'est pas, comme l'a affirmé le représentant chypriote grec, "un problème d'invasion et d'occupation". La question a surgi en 1963 avec la destruction par la force de la République binationale par l'aile chypriote grecque et l'usurpation qui s'en est suivie des pouvoirs de la République par celle-ci.

La violation des droits de l'homme de la population chypriote turque entre 1963 et 1974 a été l'aspect le plus tragique de la question de Chypre. Il existe d'abondants documents et rapports établis par des personnalités impartiales, y compris des rapports du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en fonction à l'époque, selon lesquels les Chypriotes turcs ont été traqués sur leur propre terre, enlevés sur les routes et même dans des lits d'hôpitaux, pour disparaître à tout jamais, des enfants turcs ont été massacrés alors qu'ils prenaient leur bain et des Chypriotes turcs ont été repoussés dans des enclaves où ils ont dû supporter 11 ans durant de rudes épreuves, soumis à un "véritable siège", ainsi que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies alors en fonction a qualifié la situation dans un de ses rapports au Conseil de sécurité (S/5950).

L'existence d'une multitude de tombes de Chypriotes turcs dans toute l'île où, dans certains cas, la population entière de villages a été massacrée, témoigne de façon extrêmement alarmante du degré d'hypocrisie des Chypriotes grecs et du peu de cas qu'ils font des droits de l'homme à Chypre. Est également terrifiant le fait que les atrocités chypriotes grecques contre

les Chypriotes turcs ont été commises de façon systématique selon un plan, établi et exécuté par les dirigeants chypriotes grecs, dont l'objectif déclaré était l'anéantissement total de la population chypriote turque considérée comme un obstacle majeur à l'union de Chypre à la Grèce (enosis) (voir Plan Akritas, A/33/115-S/12722).

Dans ce contexte, c'est en fait se moquer de la part des Chypriotes grecs, auteurs de ce plan d'extermination, d'avoir l'insolence de soulever la question des "droits de l'homme à Chypre" devant cet organe éminent ou dans d'autres instances internationales.

L'affirmation selon laquelle l'intervention turque légitime et justifiée était une violation du droit international est totalement dénuée de fondement. L'intervention turque à Chypre en 1974, cinq jours après le coup d'Etat organisé par les Grecs, qui était la provocation clôturant la série des "faits accomplis" à Chypre, a été menée conformément au droit international, à savoir le Traité de garantie de 1960, afin de prévenir l'annexion de Chypre par la Grèce et de sauver les Chypriotes turcs d'une extermination massive. Il est un fait que l'infâme auteur de ce coup d'Etat, Nicolas Sampson, qui s'est installé à la "présidence" après le 15 juillet, date du coup d'Etat, a déclaré : "J'étais sur le point de proclamer l'enosis quand j'ai été contraint de renoncer" par la légitime et opportune intervention turque (voir la déclaration de Makarios au Conseil de sécurité le 19 juillet 1974 (SPV./1780)).

Au sujet de l'affirmation absurde de la mission chypriote grecque selon laquelle, il y a, du fait, de la présence des troupes turques, des restrictions à la libre expression des opinions dans le nord de Chypre, je voudrais souligner que l'existence, dans la République turque du nord de Chypre, de six partis politiques représentant toutes les nuances des opinions politiques et jouissant d'une pleine liberté dans leurs activités réfute de façon catégorique des allégations aussi dénuées de fondement.

Quant aux allégations concernant la structure démographique, la vérité en cette affaire est la suivante : c'est la partie chypriote grecque, qui s'est efforcée pendant longtemps d'apporter par la force des changements à la structure démographique de Chypre, en tentant de pressurer et d'éliminer la population chypriote turque. Les Chypriotes grecs ne sauraient trouver à redire à ces faits, appuyés sur des documents, en tentant de présenter comme des mesures visant à modifier la structure démographique de l'île le retour des Chypriotes turcs vivant à l'étranger (précédemment contraints d'émigrer de l'île par le terrorisme et par l'oppression grecs) et les entrées limitées et légales d'une main-d'oeuvre dont on a grand besoin dans le nord de Chypre.

La question des "personnes disparues", contrairement à la façon dont les Chypriotes grecs présentent la question, remonte aussi loin qu'à 1963, date de l'attaque chypriote grecque contre les Chypriotes turcs, au cours de laquelle plus de 200 Chypriotes turcs, tous civils, ont été enlevés, en présence de témoins, par la police et des irréguliers chypriotes grecs, pour ne jamais revenir ou sans être jamais retrouvés. Peu de temps après les événements de 1974, d'autres Chypriotes turcs ont disparu, soit 803 au total. La population chypriote turque a donc été la première à connaître l'angoisse des disparitions de personnes. De plus, les manoeuvres des Chypriotes grecs visant à inclure dans le nombre de leurs personnes disparues les lourdes

pertes qu'ils avaient subies au cours du massacre réciproque de Grecs par des Grecs lors du coup d'Etat du 15 juillet 1974 (il existe une abondante documentation à ce sujet) et leurs pertes au combat, sont le modèle même de la déformation et de l'aveuglement.

La partie chypriote grecque serait bien avisée de cesser d'entraver les travaux du Comité des personnes disparues à Chypre, qui s'efforce de résoudre ce problème humanitaire, conformément à son mandat, sur lequel les deux parties s'étaient accordées.

Comment les Chypriotes grecs peuvent-ils persister à ignorer ou, au mieux, à mal interpréter, l'Accord sur l'échange de population auquel sont parvenus les dirigeants des deux camps lors du troisième cycle des conversations intercommunautaires, tenu à Vienne du 31 juillet au 2 août 1975, accord qui facilitait l'échange volontaire de populations entre le nord et le sud et qui a été exécuté avec l'assistance de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP). Avec l'Accord sur l'échange de population, le chemin était tracé vers une solution de la question de Chypre, sur la base d'une République fédérale, binationale et bizonale. En fait, cette formule a été acceptée officiellement par la suite lors de réunions au sommet tenues entre les dirigeants des deux communautés, respectivement en 1976 et 1979, et a servi de base au projet d'accord-cadre du Secrétaire général en date du 29 mars 1986, qui est toujours en suspens, attendant l'acceptation de la partie chypriote grecque car il a été accepté dans sa totalité par la partie chypriote turque.

En conclusion, je voudrais souligner que l'idée que les Chypriotes grecs se font du règlement du problème de Chypre suppose invariablement un règlement fondé sur leur suprématie politique à l'égard des Chypriotes turcs, ce qui, à son tour, implique un retour à la période de 1963-1974, au cours de laquelle les droits de l'homme les plus sacrés et les libertés fondamentales, y compris le droit à la vie, ont été impitoyablement refusés à la population turque de Chypre. Il va sans dire que l'on ne peut attendre de la population turque de Chypre qu'elle subisse une fois de plus cette terrible expérience.

(Signé) Kenan ATAKOL

Ministre des affaires étrangères  
et de la défense